



Assemblée générale

Distr. générale
20 mars 2008

Soixante-deuxième session
Point 70, c, de l'ordre du jour

Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 18 décembre 2007

[sur la base du rapport de la Troisième Commission (A/62/439/Add.3)]

62/168. Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

L'Assemblée générale,

Guidée par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme¹, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme² et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Sachant que la République islamique d'Iran est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques², au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels², à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale³ et à la Convention relative aux droits de l'enfant⁴,

Rappelant ses résolutions antérieures sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, dont la plus récente est la résolution 61/176 du 19 décembre 2006,

Déplorant qu'aucun des titulaires des mandats relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme n'ait été autorisé à se rendre en République islamique d'Iran depuis juillet 2005, ce, malgré l'invitation permanente adressée en avril 2002 par le Gouvernement iranien à tous les organes chargés de suivre la situation des droits de l'homme,

1. *Se déclare gravement préoccupée* par la persistance des violations systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales de la population de la République islamique d'Iran, qui sont décrites dans les résolutions susmentionnées, et par le fait que la République islamique d'Iran n'a pas pris les mesures préconisées dans ces résolutions ;

¹ Résolution 217 A (III).

² Résolution 2200 A (XXI), annexe.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 660, n° 9464.

⁴ *Ibid.*, vol. 1577, n° 27531.

2. *Constate avec une très vive inquiétude* que, depuis l'adoption de la résolution 61/176, les cas ci-après ont été confirmés :

a) Recours à la torture et aux peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris la flagellation et l'amputation ;

b) Exécutions publiques, y compris les exécutions publiques multiples, et autres exécutions pratiquées au mépris des garanties internationalement reconnues ;

c) Recours à la lapidation comme méthode d'exécution et persistance des condamnations à la lapidation ;

d) Exécution de personnes qui étaient âgées de moins de 18 ans lorsque l'infraction a été commise, ce, en violation des obligations qui incombent à la République islamique d'Iran en vertu de l'article 37 de la Convention relative aux droits de l'enfant⁴ et de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques² ;

e) Arrestation, répression violente et condamnation de femmes exerçant leur droit de réunion pacifique, campagne d'intimidation contre les femmes qui défendent les droits fondamentaux et discrimination persistante à l'encontre des femmes et des filles tant en droit que dans la pratique ;

f) Recrudescence de la discrimination et autres violations des droits de l'homme à l'égard de personnes appartenant à des minorités religieuses, ethniques, linguistiques ou autres, reconnues ou non, notamment les Arabes, les Azéris, les Balouches, les Kurdes, les chrétiens, les juifs, les soufis et les musulmans sunnites ainsi que leurs défenseurs, et en particulier attaques lancées contre les bahaïs et leur religion dans les médias contrôlés par l'État, preuves de plus en plus nombreuses de l'action que mène l'État pour identifier et surveiller les bahaïs, ce qui empêche les membres de la confession bahaïe de faire des études universitaires et de subvenir à leurs besoins économiques, et multiplication des cas d'arrestation et de détention arbitraires ;

g) Restrictions persistantes, systématiques et sévères de la liberté de réunion et d'association pacifiques, et de la liberté d'opinion et d'expression, visant notamment les médias et les syndicats et recours de plus en plus fréquent aux actes de harcèlement, d'intimidation et de persécution visant les opposants politiques et les défenseurs des droits de l'homme de tous les secteurs de la société iranienne, y compris arrestation et répression violente de dirigeants syndicalistes et de travailleurs syndiqués lors de réunions pacifiques, et d'étudiants ;

h) Non-respect persistant du droit à une procédure régulière, violation des droits des détenus, y compris recours systématique et arbitraire à l'isolement cellulaire prolongé ;

3. *Demande* au Gouvernement de la République islamique d'Iran de respecter pleinement ses obligations dans le domaine des droits de l'homme et, à cet égard, d'appliquer pleinement les résolutions susmentionnées, et notamment :

a) D'éliminer en droit et dans la pratique les amputations, la flagellation et autres formes de torture et peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

b) D'abolir, en droit et dans la pratique, les exécutions publiques et autres exécutions pratiquées au mépris des garanties internationalement reconnues ;

c) D'abolir, en droit et dans la pratique, le recours à la lapidation comme méthode d'exécution ;

d) D'abolir, ainsi que l'a demandé le Comité des droits de l'enfant dans son rapport de janvier 2005⁵, les exécutions de personnes qui étaient âgées de moins de 18 ans lors de la commission de l'infraction ;

e) D'éliminer, en droit et dans la pratique, toutes les formes de discrimination et les autres violations des droits de l'homme à l'égard des femmes et des filles ;

f) D'éliminer, en droit et dans la pratique, toutes les formes de discrimination et autres violations des droits de l'homme à l'encontre des personnes appartenant à des minorités religieuses, ethniques, linguistiques ou autres, reconnues ou non, de s'abstenir de surveiller les personnes en raison de leurs croyances religieuses, et de veiller à ce que les minorités aient accès à l'éducation et à l'emploi dans les mêmes conditions que tous les autres Iraniens ;

g) D'appliquer, entre autres, les recommandations formulées par le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse dans son rapport de 1996⁶, concernant les moyens par lesquels la République islamique d'Iran pourrait émanciper la communauté bahaïe ;

h) De mettre fin aux actes de harcèlement, d'intimidation et de persécution visant les opposants politiques et les défenseurs des droits de l'homme, notamment en libérant les personnes détenues de manière arbitraire ou en raison de leurs opinions politiques ;

i) De défendre le droit à une procédure régulière et de mettre fin à l'impunité des personnes qui commettent des violations des droits de l'homme ;

4. *Encourage* les rapporteurs responsables des procédures thématiques du Conseil des droits de l'homme à se rendre en République islamique d'Iran et, par ailleurs, à poursuivre leurs travaux en vue d'y améliorer la situation des droits de l'homme, et prie instamment le Gouvernement iranien d'honorer l'engagement qu'il a pris lorsqu'il a adressé une invitation permanente aux titulaires de mandats relevant des procédures spéciales en coopérant avec eux, et de montrer comment il donne suite à leurs recommandations ;

5. *Décide* de poursuivre à sa soixante-troisième session l'examen de la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, au titre de la question intitulée « Promotion et protection des droits de l'homme » et, à cette fin, prie le Secrétaire général de lui soumettre, à cette session, un rapport détaillé sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran.

*76^e séance plénière
18 décembre 2007*

⁵ Voir CRC/C/146.

⁶ Voir E/CN.4/1996/95/Add.2 et Corr.1.